



CE 25 NOVEMBRE, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, MOBILISONS-NOUS POUR LES FAIRE CESSER !!!

Ce 25 novembre 2021, avec toutes les femmes du monde, soyons tou.te.s ensemble mobilisé.es pour dire stop aux violences psychologiques, physiques, économiques ou sexuelles faites aux femmes.

Les violences sexistes et sexuelles n'ont pas de frontière

En 2020, 125 homicides conjugaux étaient recensés dont 102 féminicides.

Chaque jour, en France, plus de 60 femmes sont violées.

La moitié des femmes battues souffrent de dépressions sévères avec tentatives de suicide.

1 femme sur 5 est victime de harcèlement sexuel durant sa vie professionnelle.

La culture patriarcale et sa règle, la domination de l'homme, dans la sphère publique comme dans les relations intimes, sévit sur tous les continents et dans toutes les classes sociales.

OUI, ces violences s'exercent dans tous les espaces de vie : famille, couple, travail, sport, études, rues, transports...

OUI, ces violences concernent toutes les femmes : femmes des centres villes comme des banlieues, du milieu urbain comme du milieu rural...

NON, contrairement aux idées reçues xénophobes, le profil des agresseurs n'est pas celui d'un individu basané, de type non européen, vivant dans des barres HLM.

NON, les addictions, la précarité et la relégation sociale, n'en sont pas les causes, même si elles favorisent les passages à l'acte.

La violence est massive, totale, systémique.

Parmi les auteurs de violences à l'encontre des femmes, les études montrent que figure un nombre important de cadres (67%), de professionnels de la santé (25%), de membres de la police ou de l'armée, toutes professions qui ont un rapport avec l'autorité.

Partout les femmes se lèvent contre les insupportables violences sexistes et sexuelles

Oui, les femmes du monde entier sont de plus en plus nombreuses à être sorties du silence, se sentant, de combats collectifs en victoires, plus légitimes à braver tabou et honte mais elles sont toujours très peu à dénoncer ces violences au pénal.

En Espagne, depuis la loi dite de protection intégrale contre la violence de genre en 2004, si les Espagnoles se déclarant victimes de violences conjugales ne sont encore que 27% à déposer plainte, elles sont seulement 14% en France.

À quoi bon prendre ce risque, quand les démarches aboutissent si rarement à des condamnations, quand le dépôt d'une plainte est souvent une épreuve supplémentaire, quand les dispositifs de protection, une fois la dénonciation énoncée, sont inadaptés ou insuffisants.

Ce samedi 23 octobre 2021, Alexandra Richard a été condamnée en appel à 10 ans de réclusion pour le meurtre de son compagnon violent. La légitime défense n'a été reconnue ni par le ministère public, ni par les jurés. Son avocate a estimé que ce verdict était une « honte absolue, la preuve de la puissance du système patriarcal. »

Stop la peur, les humiliations, les menaces, les brimades, les insultes, le harcèlement, les attouchements non désirés, les viols, les coups, les violences obstétricales, le contrôle du corps des femmes, les féminicides.

Assez de blabla, des actes et moyens pour lutter contre les violences faites aux femmes !

Et stop enfin, la reconnaissance de ces faits dans les organisations internationales et les discours politiques sans que jamais ne soient donnés les moyens nécessaires pour « Prévenir, Protéger et Punir » selon la formule du Grenelle tenu en 2019.

Pendant les confinements, où ont été renforcés et diversifiés les dispositifs d'alerte, comme échappatoire à l'isolement social dont on sait qu'il surexpose aux violences, les appels aux associations et autorités publiques ont explosé mais les dépôts de plainte, malgré les déclarations du Ministre Darmanin (lui-même d'ailleurs accusé de viol) étaient souvent rendus plus difficiles encore, comme les centaines de témoignages, recueillis grâce au #doublepeine, le montrent.

La parole des femmes doit être entendue par des personnels formés, des tribunaux spécialisés. Les moyens pour la justice, l'accueil d'urgence et l'accueil longue durée, quelle que soit la situation des femmes, avec ou sans papiers, étrangères comme françaises, doivent être augmentés à la hauteur des besoins.

Au travail, dans le public comme dans le privé, des moyens doivent être accordés pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Le gouvernement doit de toute urgence mettre la loi française en conformité avec la Convention 190 de l'OIT qu'elle a enfin ratifiée début novembre 2021 et qui contraint les employeurs à prévenir et sanctionner le harcèlement sexuel et à donner des droits aux femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales.

De nouveaux droits, pour protéger les femmes victimes de la violence domestique, à l'instar du congé de 6 mois, sans perte d'emploi, obtenu par les métallurgistes brésiliens, doivent être obtenus.

Partout, dans l'Éducation, les administrations, les entreprises, doivent être développées des campagnes de prévention obligatoires et régulières pour des comportements non sexistes et des formations à destination de toutes et tous.

A l'inverse, les injonctions à être « pudiques », qu'elles viennent d'extrémistes religieux ou des conseils du Ministre de l'Éducation nationale à porter en classe des tenues « républicaines », participent du schéma sexiste et patriarcal de contrôle du corps des femmes.

Soutenons particulièrement nos sœurs afghanes victimes de la plus violente répression, empêchées par les Talibans de travailler, de sortir seules dans l'espace public, de choisir leurs vêtements. Nous ne pouvons accepter que les femmes soient reléguées au fond des maisons, supprimées de la société !

Pour des millions de femmes, en France et partout dans le monde, demain doit être différent.

Nous, militant.e.s féministes de tous les syndicats, associations, organisations, signataires de cet appel appelons à participer activement à ce 25 novembre 2021 et à rester mobilisé.es tant qu'il le faudra pour la fin des violences sexistes et sexuelles.

Nous vous donnons toutes et tous rendez-vous

le 25 novembre 2021 à 18h à Rouen

pour un rassemblement devant le Palais de Justice